

# 200 milliards : le coût exorbitant des aides publiques aux entreprises - L'insoumission

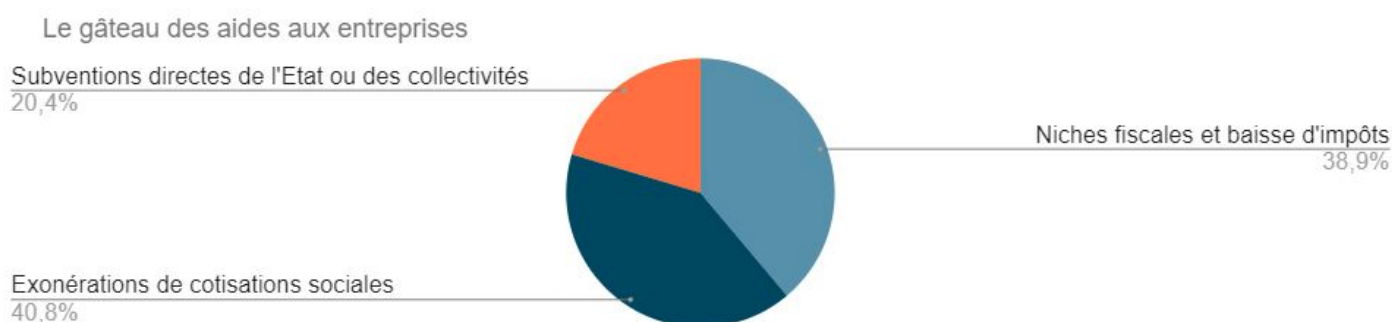
Près de 200 milliards d'euros. C'est le montant des aides publiques versées aux grandes entreprises privées sans aucune contrepartie. Ce montant a été révélé par [une étude de l'Institut de recherches économiques et sociales \(Ires\)](#) et du Clersé (groupe de chercheurs de l'université de Lille). Il s'agit du premier budget de l'État : plus de 30% de son budget total, et deux fois plus que le budget de l'Éducation nationale. Subventions directes, niches fiscales et sociales en tout genre ou encore aides régionales et européennes, ces 200 milliards prennent des formes diverses, mais ont une même finalité : partir en poussière chez des intérêts privés, plutôt qu'au service de la collectivité.

Le capitalisme français est sous perfusion, selon le titre même de l'étude de l'Ires. Il ne survit qu'avec l'aide d'un État qui lui donne tout sans rien attendre en retour. Une histoire d'amour et de dépendance donc ; au détriment d'une politique économique sensée. Toutes les études, y compris celles des services ministériels eux-mêmes, le montrent : les effets de ces milliards d'aides sont faibles voire inexistants. Pour la dernière étude de l'Ires : « *L'efficacité des allègements du coût du travail se trouve sans doute ailleurs : dans le soutien apporté aux marges de l'entreprises* ». La puissance publique utilise donc l'argent du contribuable pour augmenter le profit du secteur privé.

Résultat : pas de création d'emplois, pas de hausse des salaires, pas de relocalisations de l'industrie, mais une augmentation des dividendes des actionnaires. Pourtant, Emmanuel Macron et son gouvernement refuse toujours fermement de s'attaquer à ce premier poste de dépense. Il a même augmenté les niches fiscales de 10 milliards d'euros pour 2024, le même montant qu'il a retiré aux services publics. Une politique qui entraîne la France droit dans le mur. Notre article.

## D'où viennent ces 200 milliards ?

Le gâteau des aides aux entreprises a considérablement grossi ces dernières années : [l'État accorde 3 fois plus d'aides au secteur privé qu'en 1999](#). Et ce gâteau se découpe en plusieurs parts. [Le magazine Frustration fournit un graphique de la répartition de ces aides](#). C'est environ 20% de subventions directes de l'État ou des collectivités, 40% d'exonérations de cotisations sociales, et 40% de niches fiscales et baisses d'impôts.



Source : *Frustration Magazine*.

Ces milliards d'aides ne tombent pas du ciel. Ils résultent très nettement des politiques des gouvernements libéraux depuis les années 2000. En particulier, des politiques d'Emmanuel Macron depuis 2017 et même avant, à la tête de l'Économie de François Hollande. Avant lui, les politiques de réduction des cotisations patronales des entreprises ont pavé le chemin sous Nicolas Sarkozy. Ensuite, le grand bond en arrière : la mise en place du Crédit d'Impôt Compétitivité Recherche (CICE), [qui a coûté à l'État plus de 100 milliards depuis 2013](#).

Sa suppression permettrait de rapporter 10 milliards d'euros, a minima. La baisse pérenne des cotisations sociales est venue remplacer le CICE en 2019 par Macron, pour le même effet. D'autres dispositifs encore : le Crédit impôt recherche (CIR : sa suppression pour les grandes entreprises rapporterait 1.3 milliard), ou encore le Pacte de Responsabilité (un ensemble de différents crédits d'impôts mis en place en bloc par François Hollande).

Sous Macron, ces dispositifs perdurent et s'étendent. Ils cohabitent surtout avec d'autres milliards tendus par Macron aux entreprises. Par exemple, Macron a décidé seul de supprimer la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), qui bénéficiait aux collectivités territoriales, et de les rendre dépendantes aux recettes de la TVA, l'impôt le plus injuste. Ce nouveau cadeau aux grandes entreprises coûte cette année 12 milliards d'euros, et coûtera 15 milliards en 2027.

D'innombrables niches sont encore en vigueur : la niche « Copé » (5 milliards d'euros) ou les niches fiscales défavorables au climat (19 milliards d'euros selon l'Institut d'étude pour le climat) pour ne citer qu'elles.

## **200 milliards pour licencier ?**

Problème majeur : ces milliards d'aides aux entreprises se font sans contrepartie aucune. Bien souvent, elles permettent et encouragent même les attaques sociales des entreprises envers leurs salariés : baisses des salaires, licenciements, délocalisations, etc. Un exemple récent : l'entreprise Forvia (ex-Forecia), fabricant français d'équipements automobiles. Depuis son lancement dans la filière de l'hydrogène, elle a touché 600 millions de subventions – et ce, hors CICE. Pourtant, le 19 février 2024, le directeur annonce d'une pierre deux coups le retour des bénéfices pour 2023 et la suppression progressive de 10.000 emplois pour les quatre prochaines années.

Douche froide pour les salariés, dont l'entreprise annonce le même jour des bénéfices records et un grand plan de licenciement qui ne dit pas son nom. L'Insoumission s'est entretenue avec des travailleurs de Forvia mobilisés contre la décision de leur direction. Ils dénoncent d'une même voix l'hypocrisie de leur direction mais aussi de la puissance publique :

*« On leur a donné 600 millions d'argent de l'Etat. Non seulement ils n'ont pas créé d'emplois mais en plus ils en suppriment. Ils touchent de l'agent pour virer les travailleurs, aussi simple que ça. C'était 600 millions pour un seul site de 300 salariés : ça fait 2 millions par salarié, et ils se permettent de fermer des sites. Juste pour leur marge. Et honnêtement, on a même l'impression*

que c'est nous qui payons le licenciement de nos collègues, puisqu'on va travailler plus pour compenser leur départ.»

Résultat direct et rationnel de l'absence de conditionnement social (et écologique) de ces aides publiques, les entreprises font ce qu'elles veulent de cet argent. Et Forvia est loin d'être la seule à profiter des aides d'entreprises pour augmenter ses marges au détriment des salariés, comme le soulignait l'étude de l'Ires. [En 2019, le groupe Michelin s'était déjà par exemple servi d'un crédit d'impôt \(CICE\) de 65 milliards d'euros pour délocaliser sa production en Pologne, en Roumanie et en Espagne.](#)

Et ces quelques exemples ne sont très certainement que l'arbre qui cache la forêt, au vu de l'ampleur des sommes engagées. D'une manière générale : beaucoup d'argent public pour les actionnaires, qui aurait pu être consacré aux grands chantiers de politiques publiques. Combien d'écoles, d'hôpitaux, de lignes ferroviaires auraient pu être construits avec ces 200 milliards ? Combien de personnels soignants, de professeurs et d'AESH dans les écoles auraient pu être rémunérés ?

## **Pour continuer d'arroser les entreprises, le Gouvernement fait les poches aux français**

Alors que le chantage à la dette et à la compression des dépenses repart de plus belle avec l'annonce des 5.5% de PIB de déficit, la responsabilité de ces 200 milliards d'aides est immense. Le Gouvernement détourne les yeux de cette responsabilité et préfère concentrer ses attaques ciblées sur les dépenses sociales et les services publics. Les conséquences de ce récit politique sont déjà à l'oeuvre : [moins 10 milliards d'euros passés par décret en février](#), multiples réformes de l'assurance-chômage, etc. Et d'autres coupes sont à venir pour atteindre les 3% de déficit d'ici 2027, [jusqu'à 80 milliards d'euros de coupe selon Bruno Le Maire](#).

Selon les mots de l'étude de l'Ires, « *un État-providence caché en faveur des entreprises* » se développe à l'heure où le Gouvernement détricote l'Etat-providence social. [Romaric Godin résume la situation dans un article sur le chantage à la dette pour Mediapart](#) : « *L'épouvantail de la dette a pour fonction de démanteler ce qui reste de l'État social pour préserver les transferts vers le secteur privé et soutenir sa rentabilité face à une croissance stagnante.* »

Plus encore, pour Benjamin Lemoine, sociologue et auteur de l'ouvrage *L'Ordre de la dette* (2022) : « *Le maintien de l'ordre de la dette demande un dosage incessant entre le soutien au capital privé et une capacité à assurer sans chocs politiques le service de la dette, et depuis des années cette capacité repose entièrement sur le sacrifice de l'État social.* »

Derrière le refus du Gouvernement de s'attaquer aux aides aux entreprises, c'est donc tout un modèle économique qui ne veut être remis en cause par les macronistes. Le capitalisme français repose tout entier sur ce système de soutien public au capital. 200 milliards, cela commence à faire cher le fonctionnement de l'économie.

## **Conditionnement des aides, suppression des niches fiscales inutiles : les recettes fiscales existent**

Un autre modèle est pourtant possible. Toutes les études sur les aides aux entreprises parlent d'une même voix : il faut conditionner les aides. Elles rejoignent ainsi les revendications de la France Insoumise depuis des années. La suppression du CICE est au programme de l'Avenir en Commun dès l'élection présidentielle de 2017. De même pour le CIR, et toutes les niches « anti-sociales et anti-écologiques ». La France Insoumise a ainsi publié ce 28 mars ses « 10 mesures d'urgence pour faire face à l'austérité » dans un document intitulé « [Moins de dépenses fiscales, plus de recettes fiscales !](#) » .

Au programme : rétablir l'ISF (+15 milliards), taxer les superprofits (+15 milliards), supprimer le CICE (+10 milliards), supprimer le CIR (+1.3 milliards), supprimer les niches fiscales les plus polluantes (+6 milliards), rétablir la CVAE (+15 milliards), mettre en place une imposition universelle sur les entreprises (+42 milliards), renforcer la taxe sur les transactions financières (+10.8 milliards) et mettre fin à la flat tax (+1 milliards). Un large panel qui vise à montrer une chose : « Les seules dépenses à réduire sont celles en faveur des plus riches » écrit la France Insoumise, pour qui les 200 milliards d'aides seraient un bon premier ciblage.

Une chose est certaine : il existe, effectivement, de nombreux postes de dépenses sur lesquels le Gouvernement pourrait se pencher pour réduire le déficit public. Conditionner les aides aux entreprises paraît être une étape essentielle.